



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**

Contracting and Procurement Section
Section d'approvisionnement et de contrats

contracting@ps-sp.gc.ca

Attention: Chantale Grégoire

**Request For Proposal
Demande de proposition**

Modification no 4

Offer to: Public Safety Canada

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Ministère de la Sécurité publique

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre de la Sécurité publique du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et installations énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée.

Comments – Commentaires :

Instructions: See Herein
Instructions : Voir aux présentes

Issuing Office – Bureau de distribution
Sécurité publique Canada
Section des contrats et approvisionnement
269, avenue Laurier Ouest
Ottawa (ON) K1A 0P8

| | |
|---|---|
| Title – Sujet Prévalence de la coercition et de la violence sexuelles de la population chez les détenus sous responsabilité fédérale | |
| Solicitation No. – N° de l'invitation 202200482A | Date Le 30 juin, 2022 |
| Solicitation Closes – L'invitation prend fin At – à 14 :00hrs On – le 5 juillet, 2022 | Time Zone Fuseau horaire Heure avancée de l'Est (HAE) |
| Delivery Required – Livraison exigée See Herein | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chantale Gregoire | |
| Telephone No. – N° de telephone 343-549-5220 | |
| Destination – of Goods, Services and Construction: Destination – des biens, services et construction: Sécurité publique Canada 269, avenue Laurier Ouest, Ottawa (ON) K1A 0P8 | |
| Security – Sécurité Exigence de sécurité – cote de fiabilité . | |

| | |
|--|-------------|
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. – N° de téléphone Facsimile No. – N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur ou de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Modification no 4

La présente modification vise à modifier les modalités suivantes :

A. Annexe A, Énoncé des travaux, section 4 Objectifs, A. Phase I : Élaboration de la méthodologie est entièrement supprimée et remplacée par ce qui suit :

L'entrepreneur doit élaborer une méthodologie pour l'examen des expériences de victimisation sexuelle en établissement fédéral auprès des délinquants sous responsabilité fédérale surveillés dans la collectivité. Plus précisément, l'entrepreneur sera responsable de l'élaboration de la stratégie d'échantillonnage, du recrutement, de l'administration de l'enquête, de la collecte des données, de la saisie des données, de l'analyse des données et de l'adaptation au contexte canadien du questionnaire utilisé lors de l'étude américaine National Inmate Survey (voir le site Web pour quelques exemples : <https://bjs.ojp.gov/data-collection/national-inmate-survey-nis#surveys-0>).

Pour l'étude pilote et l'étude nationale, la population cible est constituée de délinquants sous surveillance dans la collectivité (~ N = entre 8 200 et 8 400). Cette population cible comprend les personnes résidant dans des établissements résidentiels communautaires [ERC¹] et les personnes libérées ne résidant pas dans un centre. Il existe deux types d'établissements résidentiels communautaires : 1) les centres résidentiels communautaires (CRC), appartenant à des organismes non gouvernementaux qui les exploitent; 2) les centres correctionnels communautaires (CCC), appartenant au SCC qui les exploite. Au total, il existe au Canada environ 200 centres résidentiels communautaires (CRC); en font partie les foyers ou refuges, les placements dans des maisons privées, les autres solutions en matière d'hébergement dans la collectivité et les appartements supervisés. Il existe également 14 centres correctionnels communautaires (CCC) qui offrent un environnement de vie structuré avec une supervision 24 heures sur 24.

SP fournira à l'entrepreneur une liste de la population cible pour sélectionner l'échantillon de l'étude pilote et celui de l'étude nationale. **Cette liste comprendra des informations démographiques et de contact (c'est-à-dire des adresses postales).** En outre, trois options d'enquête doivent être disponibles : 1) par courrier, 2) en ligne, et 3) au téléphone (voir les considérations méthodologiques à l'**annexe A**).

Pour chaque phase, la méthodologie doit tenir compte des traumatismes et respecter les directives de l'[Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains](#), et l'entrepreneur devra soumettre la méthodologie proposée auprès du ou des comités d'éthique indépendants appropriés (p. ex. un comité d'éthique de la recherche universitaire) pour approbation.



B) Annexe A, Considérations méthodologiques relatives à l'échantillonnage, au questionnaire, à la méthode de recrutement et à la collecte des données est entièrement supprimée et remplacée par ce qui suit :

Tableau A1 *Considérations méthodologiques* dans chaque domaine méthodologique

| Éléments méthodologiques | Considérations |
|---|--|
| Échantillonnage | <p>La méthodologie d'échantillonnage sera élaborée par l'entrepreneur et mise au point en consultation avec SP. Toutefois, SP sera responsable de fournir une liste de la population cible à l'entrepreneur. Les participants seront sélectionnés à partir de la liste jusqu'à atteindre le nombre requis de participants déterminé par les critères d'échantillonnage.</p> <p>En octobre 2021, il y a environ 8 827 personnes (environ 8 106 hommes et 721 femmes) sous le coup d'une ordonnance fédérale de surveillance communautaire (semi-liberté, libération conditionnelle totale ou libération d'office)². Les considérations comprennent le fait de savoir si tous les délinquants sous surveillance communautaire doivent être invités à participer à l'étude ou si un échantillon représentatif doit être sélectionné de manière aléatoire en fonction des méthodes de sondage (c.-à-d. une combinaison de courrier, d'Internet et/ou de téléphone). Les critères d'inclusion et d'exclusion relatifs aux établissements résidentiels communautaires et à la sélection des clients doivent être explicites.</p> |
| Documents de recrutement/Formulaire de consentement éclairé | <p>L'entrepreneur préparera les documents de recrutement. SP préparera un formulaire de consentement éclairé et obtiendra, en collaboration avec l'entrepreneur, le consentement des participants avant d'envoyer le questionnaire dans le cadre des phases II et III.</p> <p>Les documents de recrutement doivent fournir à tous les participants admissibles des renseignements suffisamment détaillés sur l'étude.</p> |
| Questionnaire | <p>L'entrepreneur sera responsable de modifier le questionnaire utilisé lors de l'étude américaine National Inmate Survey (voir le site Web pour quelques exemples : https://bjs.ojp.gov/data-collection/national-inmate-survey-nis#surveys-0) pour le contexte canadien et pour les délinquants sous responsabilité fédérale sous surveillance communautaire. Avant l'attribution du contrat, SP effectuera les travaux initiaux de modification du questionnaire et fournira ce dernier à l'entrepreneur.</p> <p>Le questionnaire du Sondage national auprès des détenus [SND] servira de base, mais l'entrepreneur doit apporter des modifications appropriées au contexte canadien. Les modifications apportées au questionnaire doivent également tenir compte du contexte du sondage mené auprès des délinquants sous surveillance communautaire pour connaître leur expérience lors de leur période d'incarcération passée dans les établissements du SCC. SP fournira à l'entrepreneur une première ébauche du questionnaire modifié que l'entrepreneur sera chargé de finaliser.</p> |

² Veuillez noter que ces chiffres totaux estimés ne reflètent pas de manière appropriée la baisse importante de la population carcérale pendant la COVID-19. Le nombre total serait inférieur lors de la réalisation du sondage.



Il est important que le protocole d'entretien ou le questionnaire soit élaboré sur la base des pratiques exemplaires en matière d'élaboration de sondage sur des sujets sensibles.

Il est important que les questions soient fondées sur les pratiques exemplaires pour poser des questions sur la victimisation sexuelle (p. ex. Krebs, 2014). Par exemple, les questions doivent être propres au comportement et couvrir un éventail d'actes sexuels, d'agresseurs et de contextes.

D'autres éléments relatifs à la conception du sondage ou de l'entretien doivent être incorporés afin d'atténuer les risques, compte tenu de la nature très sensible du sujet de recherche. Des normes ont été établies pour la réalisation de sondages sur les traumatismes – y compris des normes dans le contexte de formats en ligne/virtuel. Il peut s'agir de caractéristiques telles qu'une formulation ou un langage sensible, des avertissements avant les questions susceptibles de susciter des sentiments négatifs, la possibilité de sauter des questions, de l'information sur les services de soutien, etc.

Les questions doivent faire la distinction entre le type d'agresseur (détenu ou personnel), la tactique utilisée (p. ex. force physique ou pression/coercition verbale) et l'acte sexuel (p. ex. attouchements sexuels intentionnels ou pénétration vaginale ou anale). Il est également important que l'état de l'incident de victimisation sexuelle dans l'établissement soit évalué (p. ex. non signalé/allégation/enquête).

Les types de victimisation sexuelle suivants doivent être évalués.

Agression sexuelle : tout contact non consensuel de nature sexuelle d'une personne ou d'un groupe de personnes avec une autre personne, allant des attouchements, baisers ou caresses non désirés aux rapports sexuels forcés.

De manière générale, les comportements conduisant à une agression sexuelle peuvent être classés comme coercitifs ou violents :

- La **coercition sexuelle** désigne une agression sexuelle exercée à l'aide de tactiques coercitives, telles que la pression psychologique, les ruses, les menaces et l'intimidation (p. ex. menacer de répandre des rumeurs si la personne ne s'engage pas dans une activité sexuelle; imposer l'ostracisme si elle ne se conforme pas).
- La **violence sexuelle** désigne une agression sexuelle exercée par la force physique ou contre une personne en incapacité de se défendre (p. ex. inconsciente).
- Le **harcèlement sexuel** désigne un comportement persistant pouvant être des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres formes de comportement verbal ou physique de nature sexuelle. Le harcèlement sexuel peut impliquer un abus de pouvoir et il sert fréquemment de moyen de contrôle ou d'intimidation.



| | |
|---------------------|---|
| | <p>De plus, l'entrepreneur doit s'assurer que le questionnaire recueille des renseignements démographiques au-delà des données démographiques fournies dans l'ensemble de données, y compris des informations concernant la ou les périodes d'incarcération et le lieu. Cependant, le questionnaire devrait être axé sur la victimisation dans les établissements fédéraux.</p> <p>La validité des réponses doit également être abordée dans la méthodologie et le plan d'analyse. Par exemple, l'évaluation des modèles de réponses socialement souhaitables.</p> <p>Les instructions du questionnaire doivent également indiquer que les participants ne doivent utiliser qu'une seule méthode pour répondre au sondage (soit par courrier, soit en ligne, soit par entretien téléphonique); toutefois, si des doublons sont détectés en raison de l'utilisation multiple du même numéro d'identification, l'option choisie par défaut sera la méthode en ligne.</p> |
| Collecte de données | Administrateur |
| | <p>L'entrepreneur sera responsable de l'élaboration de la stratégie d'administration de l'enquête.</p> <p>Il est important que toutes les personnes participant à la collecte de données par un entretien téléphonique/virtuel aient une formation appropriée et une expérience du travail avec les victimes de violences sexuelles.</p> <p>Il est également important que des ressources de santé mentale soient facilement accessibles pour les participants qui éprouvent une détresse psychologique pendant ou après l'étude. Ainsi, la liste des ressources de santé mentale disponibles sera fournie aux participants pour toute expérience de détresse psychologique pendant ou après l'étude. SP travaillera avec le SCC pour fournir une liste des ressources régionales disponibles en santé mentale. SP sera chargé de fournir une liste des ressources disponibles en matière de santé mentale, mais ce ne sont pas les seules ressources qui peuvent être utilisées.</p> <p>Afin de garder une certaine distance par rapport à cette recherche, SP ne participera d'aucune façon à la collecte des données. Seul l'entrepreneur participera à la collecte des données. Cependant, SP sera responsable de fournir des données désanonymisées/identifiables à l'entrepreneur.</p> <p>Les données seront confidentielles, et l'entrepreneur les stockera dans un endroit sûr, où elles ne seront communiquées à personne en dehors de l'équipe de recherche ou du serveur sécurisé fourni par SP. Par conséquent, l'entrepreneur doit prévoir des mesures détaillées pour garantir la confidentialité et l'anonymat.</p> <p>Les questionnaires du sondage doivent être disponibles à la fois en français et en anglais. Le questionnaire du sondage lui-même doit pouvoir être rempli en 30 minutes en moyenne par personne.</p> |
| | Méthode d'administration |



| | |
|--|--|
| | <p>L'entrepreneur sera responsable de l'élaboration de la stratégie d'administration de l'enquête. Cependant, l'enquête doit inclure une combinaison des options d'administration suivantes.</p> <ol style="list-style-type: none">1) Par courrier (c.-à-d. sondage avec crayon et papier),<ul style="list-style-type: none">• L'entrepreneur sera responsable de l'envoi par courrier du questionnaire du sondage aux participants potentiels qui signent le consentement éclairé, ainsi que d'un questionnaire de suivi au sondage aux non-répondants au courrier initial.• Seul l'entrepreneur recevra les réponses des participants. L'entrepreneur sera également chargé de saisir et d'enregistrer les données manuellement dans le serveur de SP.2) En ligne (c.-à-d. en fournissant un lien vers le sondage en tant qu'autre option).<ul style="list-style-type: none">• SP sera responsable de fournir à l'entrepreneur des appareils gouvernementaux (p. ex. un ordinateur portable, une tablette) avec un logiciel de sondage approuvé. Le logiciel doit répondre aux critères de la norme sur l'accessibilité du Web du gouvernement du Canada, comme suit : 1) Contenu du sondage : Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.0 et 2) Outil de création de sondage : Règles d'accessibilité pour les outils d'édition (ATAG) 2.0.• L'entrepreneur sera chargé de créer le sondage en ligne à l'aide du logiciel approuvé.• Le sondage en ligne doit permettre aux participants de s'inscrire au moyen d'identifiants anonymes au lieu d'inclure un lien URL complet.3) Entretien téléphonique/virtuel<ul style="list-style-type: none">• SP doit fournir à l'entrepreneur des téléphones du gouvernement.• L'entrepreneur doit organiser et animer les entrevues téléphoniques ou virtuelles avec les participants qui préfèrent cette méthode.• L'entrepreneur doit s'assurer que la communication se fait dans la langue officielle préférée (français ou anglais) du participant lors de l'entretien. L'entrepreneur sera également chargé de saisir et d'enregistrer les données manuellement dans le serveur de SP. |
|--|--|

FIN